REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT GARD Envoyé en préfecture le 10/08/2021

Reçu en préfecture le 10/08/2021

Affiché le

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de SOUSTELLE 30110

Séance du 10 juin 2021

Numéro de délibération D2021_16

L'an DEUX MIL VINGT ET UN

et le DIX JUIN

à 18 heures.

le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

sous la présidence de : Georges RIBOT

Présents:

Georges RIBOT, JP OZIL, Jerome NOGARET, Sébastien KUBANI, Ophélie COEURDACIER DE GESNES, Claude SOLEIROL, Eric PRIVAT, Christian PRIVAT, Laurent BRUNEL, Loic VIOLLIOT

Absents:

Céline LINGERAT donne pouvoir a Georges RIBOT

A été nommé secrétaire :

Objet de la Délibération

MOTION CONTRE LE PROJET HERCULE ENEDIS

Ce projet, mené par le gouvernement prépare un plan d'éclatement d' EDFen trois entreprises distinctes d'ici 2022 : EDF BLEU - ADF AZUR - EDF VERT-

EDF BLEU, resterait 100% public. Le public prendra en charge l'investissement, notamment l'entretien du parc nucléaire, et les coûts de réseau de transport d'éléctricité.

EDF AZUR qui serait soumis à concession et qui aura à sa charge les barrages hydroéléctriques

EDF VERT comprendra la commercialisation, la distribution (ENEDIS) et le renouvelable. Il sera privatisé a hauteur de 30%. Il deviendra, comme ses concurrents, un marchand privé revendant au prix maximum, suivant les marchés spéculatifs, l'électricité nucléaire bon marché qu'aura produit EDF BLEU

EDF VERT serait donc ouvert aux investisseurs extérieurs,

Aussi, le conseil Municipal de Soustelle, afffirmant le rôle incontournable d'EDF dans la politique publique de l'énergie et affirmant que le projet HERCULE de démantèlement de l'entreprise EDF est néfaste pour nos réseaux de distribution, pour les activités économiques, pour la cohésion de nos territoires, pour la cohésion sociale et pour la transition écologique, s'oppose au projet HERCULE qui prévoit la privatisation partielle et le démantèlement d' ENEDIS et demande au gouvernement que le service public de l'énergie que nous connaissons actuellement soit préservé et renforcé pour le futur,

Acte rendu exécutoire après

publication

notification

du

du